

[dodis.ch/50606](https://dodis.ch/50606)

Rapport politique de l'Ambassadeur de Suisse à Paris, Pierre Dupont,  
au Chef du Département politique, Willy Spühler<sup>1</sup>

LE MAI CHAUD DE PARIS

Confidentiel

Paris, 6 juin 1968

Je me suis efforcé, au cours de ces trois longues semaines où nous avons assisté tant à une flambée de violence qu'à une paralysie progressive de presque toutes les activités économiques du pays, de vous tenir au courant des événements les plus saillants et de vous rapporter les avis d'hommes généralement bien informés sur la situation<sup>2</sup>. Aujourd'hui, je vais tenter très brièvement de vous fournir les premiers éléments d'une analyse. Tous les observateurs admettent qu'ils ont été surpris par la rapidité avec laquelle les événements se sont enchaînés et par leur ampleur. Aucun n'avait prévu qu'en si peu de temps un édifice, que beaucoup croyaient solide, allait montrer des signes évidents de décrépitude, de détérioration, et qu'on assisterait même vers fin mai à une apparente vacance du Pouvoir.

Il n'est guère étonnant qu'une politique axée sur le prestige et la grandeur par un homme<sup>3</sup> dont l'intérêt se portait presque exclusivement sur la politique étrangère, ait conduit ce dernier à sous-estimer ce qu'il a souvent appelé dédaigneuse-

<sup>1</sup> Rapport politique N° 19 de l'Ambassadeur de Suisse à Paris, Pierre Dupont, [dodis.ch/P136](https://dodis.ch/P136), au Chef du Département politique, Willy Spühler, [dodis.ch/P2111](https://dodis.ch/P2111), CH-BAR#E2300-01#1973/156#236\* (A.21.31). Annotation manuscrite dans la marge d'Albert Natural, [dodis.ch/P2696](https://dodis.ch/P2696): Monsieur le Président, intéressant. Visé par Willy Spühler. Le texte a été reproduit dans le Bulletin N° 24 du 12 juin 1968, CH-BAR#E2001-09#1984/67#3\* (B.58.01.4), pp. 1 s.

<sup>2</sup> Cf. la lettre politique de Pierre Dupont à Pierre Micheli, [dodis.ch/P86](https://dodis.ch/P86), du 8 mai 1968, [dodis.ch/50674](https://dodis.ch/50674); la lettre politique de Pierre Dupont à Pierre Micheli du 15 mai 1968, [dodis.ch/50675](https://dodis.ch/50675); le télégramme N° 254 de Pierre Dupont au Département politique du 21 mai 1968, [dodis.ch/32368](https://dodis.ch/32368); le rapport politique N° 17 de Pierre Dupont à Willy Spühler du 5 juin 1968, [dodis.ch/50676](https://dodis.ch/50676) et doss. CH-BAR#E2300-01#1973/156#236\* (A.21.31).

<sup>3</sup> Charles de Gaulle (1890–1970), [dodis.ch/P460](https://dodis.ch/P460), militaire et homme d'État français, président de la République française de 1959 à 1969. Suite aux manifestations de mai 1968, annonça la dissolution de l'Assemblée nationale et convoqua des élections, cf. note 10 et la lettre politique de Pierre Dupont à Pierre Micheli du 7 juin 1968, [dodis.ch/50677](https://dodis.ch/50677).

ment «l'intendance». Il est de fait qu'on a par trop négligé, ou retardé la modernisation d'un équipement vieilli, d'apporter des modifications indispensables à des structures dépassées, de penser davantage aux besoins matériels de la nation qu'à son rayonnement dans le monde. Mais cette constatation à elle seule n'explique qu'en partie le déferlement de violence auquel nous avons assisté. Les révoltes d'étudiants se seraient certainement produites en tout état de cause puisque ce que nous avons vécu à Paris s'est également passé dans d'autres capitales et pourrait même faire tache d'huile demain dans des pays qui se croient à l'abri, à tort ou à raison, des soulèvements estudiantins. Mais, en France, ces révoltes se sont transformées en une grave crise nationale qui a mis en question la plus haute autorité du pays. Un des défauts du Régime a fait que l'étiollement progressif de tous les organismes, allant des partis aux syndicats et aux corps officiels, et cela à tous les échelons, a abouti à une certaine mise hors circuit des corps intermédiaires ou du moins à la diminution de leur importance, et n'a laissé place entre le peuple, d'une part, et le Pouvoir, de l'autre, à aucune soupape de sûreté. Ainsi les Communes ont perdu de leur importance, les Maires ont vu leur audience réduite, le Parlement s'est vu privé d'une partie de son influence, les Ministres sont devenus de grands commis. Il était clair dans ces conditions qu'à défaut d'intermédiaires l'affrontement ne pouvait se produire que directement entre, d'une part, la masse des mécontents, des aigris, des moins favorisés et, d'autre part, la plus haute autorité du pays ou quelques fois ses représentants directs en province, les superpréfets (voir les bagarres violentes de Nantes et de Lyon<sup>4</sup> par exemple). L'explosion ne pouvait donc que se produire.

Les hésitations du Pouvoir à la répression, trop brutale au début, puis s'adoucissant subitement pour aller jusqu'à une amnistie générale des actes commis, et enfin reprenant en force la situation en main, n'ont guère facilité l'apaisement. La grande apathie de la population devant les manifestations de masse, les silences du Gouvernement, la paralysie du pays et finalement l'absence pendant toute une journée du Chef de l'État<sup>5</sup>, parti sans crier gare tâter le pouls de l'Armée, expliquent les palinodies du parti communiste et de la CGT<sup>6</sup>, les cris de victoire lancés trop tôt et dans un climat d'illégalité par MM. Mitterrand<sup>7</sup> et Mendès-France<sup>8</sup>. Il faut mentionner aussi l'annonce d'un référendum ayant tous les caractères d'un plébiscite, qui n'a fait que hérissier l'opinion publique. Ce n'est que tardivement et

<sup>4</sup> À Nantes, plusieurs manifestations eurent lieu les 8, 13 et 14 mai 1968 et auxquelles participèrent, en plus des étudiants, des agriculteurs, des ouvriers et des employés du secteur public. À Lyon, une manifestation qui eut lieu le 24 mai 1968 dégénéra et un commissaire français y trouva la mort.

<sup>5</sup> Pour plus de précisions sur la rencontre avec le Général Jacques Massu (1908–2002), [dodis.ch/P27549](https://dodis.ch/P27549), à Baden-Baden afin de s'assurer du soutien des forces armées, cf. le rapport politique N° 23 de Pierre Dupont à Willy Spühler du 17 juin 1968, [dodis.ch/50679](https://dodis.ch/50679).

<sup>6</sup> La Confédération générale du travail (CGT) est un syndicat français de salariés.

<sup>7</sup> François Mitterrand (1916–1996), [dodis.ch/P13775](https://dodis.ch/P13775), homme d'État et député français. Il devient président de la République de 1981 à 1995.

<sup>8</sup> Pierre Mendès France (1907–1982), [dodis.ch/P704](https://dodis.ch/P704), ancien premier ministre et député français.

non sans peine que le Chef de l'État s'est décidé à dissoudre l'Assemblée et finalement à octroyer ce que tous les partis avaient demandé: de nouvelles élections, non sans toutefois assortir cette annonce d'une série de menaces inutiles. Les partis ont alors retrouvé une atmosphère plus normale à leurs yeux. Les syndicats ont abandonné la plate-forme politique qu'ils avaient temporairement adoptée et, acceptant avec les partis l'affrontement dans de nouvelles élections, se sont concentrés sur des revendications de caractère social mais permettant ainsi de mettre à exécution les accords dits du Châtelet<sup>9</sup>, dont il est bien difficile à ce stade de fixer le prix à payer. La vie économique se rétablissant peu à peu, on peut espérer que les élections pourront se tenir aux dates fixées<sup>10</sup>. Le parti communiste et la CGT semblent avoir plus ou moins réussi à canaliser leurs troupes échauffées par de mauvais bergers, issus entre autres de ce que l'on a appelé les «enragés de Nanterre»<sup>11</sup> et qui, pour l'instant tout au moins, restent étrangement silencieux. Mais les observateurs se refusent à dire à l'avance si, un jour ou l'autre, des «groupuscules gauchistes» (comme les appelle le parti communiste) ne voudront pas, dans le sillage d'étudiants extrémistes ou de certains d'entre eux déçus par le tour pris par les événements, tenter d'enflammer à nouveau une situation à l'équilibre encore précaire.

Il est vain de faire des pronostics, mais la tendance à la bipolarisation à laquelle semble appeler le discours du Général de Gaulle, renferme en germe, par ses possibilités d'affrontement, des dangers pour l'avenir. On peut regretter qu'il n'ait pas été possible de trouver une formule qui, dans le cadre de l'élargissement de la majorité, aurait permis, au sein d'une union nationale retrouvée, de rassembler ceux qui estiment à juste titre qu'il y a des réformes profondes à apporter à l'état actuel des choses, des structures à modifier et des conceptions à revoir, mais qui croient également qu'il est vain de vouloir, comme certains le souhaitent, tout démolir avant même de savoir ce que l'on peut reconstruire à la place. Ce sentiment de vouloir échapper à une bipolarisation, c'est apparemment à quoi répond une déclaration que M. Gaston Defferre, Président du Groupe SFIO<sup>12</sup>, a formulée au moment où ce rapport est rédigé, en disant qu'entre Gaullistes et Communistes

<sup>9</sup> Les accords de Grenelle, négociés les 25 et 26 mai et conclus le 27 mai 1968, furent le résultat d'une négociation collective entre le gouvernement, les représentants des syndicats et ceux du patronat. Ces accords furent notamment rejetés par la base de la CGT et du Parti communiste, cf. le télégramme N° 273 de Pierre Dupont au Département politique du 27 mai 1968, [dodis.ch/50770](https://dodis.ch/50770) et le rapport politique N° 17 de Pierre Dupont à Willy Spühler du 5 juin 1968, [dodis.ch/50676](https://dodis.ch/50676).

<sup>10</sup> Les élections eurent lieu les 23 et 30 juin 1968 et furent remportées par Charles de Gaulle et son parti, cf. le rapport politique N° 27 de Pierre Dupont du 2 juillet 1968, [dodis.ch/50966](https://dodis.ch/50966).

<sup>11</sup> Il s'agit d'un surnom donné à un groupe d'agitateurs qui fut, pour une courte durée, proche du Mouvement du 22 mars de Daniel Cohn-Bendit (\*1945), [dodis.ch/P45601](https://dodis.ch/P45601), activiste franco-allemand; Le Mouvement du 22 mars fut un mouvement étudiant français composé de différents courants politiques d'extrême gauche, fondé lors de ladite nuit à la faculté de Nanterre et officiellement dissout le 12 juin 1968; Sur Cohn-Bendit, cf. la lettre politique de Pierre Dupont à Pierre Micheli du 8 mai 1968, [dodis.ch/50674](https://dodis.ch/50674).

<sup>12</sup> La Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) est un parti socialiste français.

DIE REVOLTE DER JUNGEN

**72** il existe une troisième voie. Cette suggestion a provoqué une riposte immédiate de «L'Humanité», car le parti communiste entend maintenir intact le front de la gauche.